Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L. 326/I
18 MAI 1949
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
19 MAI 1949
N° .....
COORD.

L.326/I

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 15 avril 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent portant fixation du Statut provisoire du personnel des organismes parastataux dépendant du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, a donné en sa séance du 6 mai 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15 April 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende voorlopig Statuut van het personeel der onder het Ministérie van Arbeid en Sociale Voorzorg ressorterende parastatale instellingen, heeft ter zitting van 6 Mei 1949 het volgend advies gegeven:

La définition des agents de l'Etat par l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 a pour effet de soustraire aux règles du statut les agents des établissements et offices publics dits "para-étatiques". Or, constate le rapport au Roi, "un certain nombre de ces organismes dont les activités se rapprochent ou même se confondent avec celles des administrations publiques, doivent y être assimilés. C'est pourquoi il est prévu que ces offices pourront être assimilés par arrêté royal aux administrations de l'Etat, en ce qui concerne du moins le statut de leur personnel, sauf le cas où la loi aurait déjà fixé le statut de ces agents". Aux termes de l'article 1er de l'arrêté du 2 octobre 1937 "aux administrations de l'Etat sont assimilés, totalement ou partiellement, les établissements ou offices publics expressément déterminés par arrêté royal."

Le projet a pour but d'assimiler partiellement aux administrations de l'Etat les établissements ou offices publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Le projet fait usage de l'expression "organismes parastataux" qui, jusqu'ores n'a point de portée juridique légalement définie. Le Conseil d'Etat préconise l'expression "établissement public" qui caractérise les organismes visés par le projet.

Le projet s'applique aux agents de la Caisse générale d'épargne et de retraite repris par la Caisse nationale de vacances annuelles; il ne s'applique pas au personnel de l'Oeuvre nationale des orphelins de la guerre mis à la disposition de l'Oeuvre nationale des orphelins du travail ni aux agents de l'Etat détachés par l'administration centrale aux divers établissements publics.

Selon le préambule du projet, celui-ci a notamment pour but d'assurer au personnel la stabilité d'emploi.

../..

Il y a contradiction entre la notion de stabilité et la qualification de provisoire donnée au statut projeté. Certes, un statut administratif peut toujours être modifié unilatéralement par voie d'autorité. Mais puisque le projet reprend dans une très large mesure les dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, il ne sera ni plus ni moins provisoire que ce dernier.

Le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant :

"Arrêté du Régent portant le statut du personnel des établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale."

Le préambule omet d'indiquer la base légale du pouvoir réglementaire du Roi en l'espèce. Elle ne se trouve pas dans l'article 66 de la Constitution, mais dans les lois qui ont institué les divers établissements publics visés. Le Conseil d'Etat propose donc de mentionner ces diverses lois.

Comme le constatait déjà le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le pouvoir réglementaire du Roi ne peut s'exercer lorsque la loi a déjà fixé le statut du personnel para-étatique. Tel est le cas pour le Fonds national d'aide au réquipement ménager des travailleurs, le Fonds national de retraite pour ouvriers mineurs et le Fonds spécial pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail causés par faits de guerre. Ce dernier établissement public n'ayant d'ailleurs qu'une existence limitée dans le temps, le personnel ne pourrait être engagé pour une durée excédant celle assignée par la loi au Fonds spécial lui-même.

Le projet emploie parfois une terminologie issue du droit civil : "engagement pour une durée indéterminée", "engagement à l'essai", "la partie la plus diligente". S'agissant d'un statut administratif, il y a lieu de reprendre les termes du statut des agents de l'Etat : "stage" "nomination définitive".

../..

Le projet fait allusion à des circulaires interprétatives applicables aux agents de l'Etat. Les circulaires n'ayant qu'un caractère obligatoire relatif, il ne convient pas qu'un arrêté du Régent s'y réfère.

Le projet soumet le personnel des établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale "aux règles résultant de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs". Ledit arrêté-loi concerne exclusivement les travailleurs et employeurs liés par un contrat de louage de services. Le projet ayant pour but de substituer un statut administratif aux contrats de louage de services qui unissaient le personnel aux établissements publics, il faudra donc que la loi lui étende le régime de la sécurité sociale. Le projet de loi étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques pourrait régler la question.

Les assesseurs du jury nommés sur présentation des organisations les plus représentatives du personnel doivent prêter serment au même titre que les autres assesseurs, entre les mains du président. Pour recevoir ce serment, il faudra que le président ait au préalable prêté lui-même le serment requis des fonctionnaires.

Le projet fait allusion à des élections pour la commission de consultation syndicale, mais est muette en ce qui concerne leur organisation et leur périodicité. Cette lacune doit être comblée.

Le projet reproduit ou paraphrase la majeure partie des dispositions du statut des agents de l'Etat. Il omet toutefois l'interdiction de suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

Le projet prévoit d'autre part la révocation pour les agents qui incitent à la grève ou y participent, mais uniquement dans le cas où la grève n'aurait pas été précédée

../..

d'un préavis de quinze jours et d'une procédure de conciliation.

Sur ce point, le projet comporte une dérogation à la situation réglementaire que le projet a pour but d'instituer. Il y a donc une discordance entre l'intention exprimée dans le rapport au Régent et le texte soumis. Pour maintenir l'harmonie avec le statut des agents de l'Etat, le Conseil d'Etat propose la suppression de la disposition relative à la grève.

Dans l'industrie privée, l'usage du droit de grève a été réglementé par la loi relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix. Lors de la discussion de cette loi, la grève fut reconnue comme "un droit imprescriptible pour les travailleurs à l'égal de tous les autres droits de l'homme", mais on a prévu des mesures pour permettre "de faire face à des besoins vitaux".

Les établissements publics visés par le projet ont pour but d'assurer à l'ensemble des travailleurs des allocations de chômage, des indemnités de maladie et d'invalidité, des allocations familiales, des majorations de rentes pour les veuves et les orphelins. Ces établissements publics font assurément face à des besoins vitaux. Le recours à la grève ne serait donc licite que dans la mesure où seraient assurées les garanties prévues par la loi du 10 août 1948.

Si, malgré la situation réglementaire où le projet place les agents para-étatiques, le gouvernement entendait autoriser le recours à la grève, il y aurait lieu de les soumettre à cet égard au même régime que les travailleurs contractuels. Dans cette hypothèse le texte proposé par le Conseil d'Etat devrait être complété de la manière suivante :

Au Titre III, il y aurait lieu d'insérer un article ainsi conçu :

"Dans les six mois de la publication du présent statut, les commissions de consultation syndicale sont tenues de déterminer et de délimiter les mesures, prestations ou ser-

vices à assurer en cas de cessation collective et volontaire du travail en vue de faire face aux besoins vitaux, d'exécuter les tâches commandées par une force majeure ou une nécessité imprévue.

Si au moment où le conflit se produit, la commission de consultation syndicale n'a pas pris les dispositions prévues à l'alinéa précédent, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale prendra les mesures qui s'imposent.

Au Titre XI, il y aurait lieu d'insérer parmi les causes de révocation :

6° ceux qui suspendent l'exercice de leurs fonctions lorsqu'elles sont requises pour faire face aux besoins vitaux pour exécuter des tâches commandées par une force majeure ou une nécessité imprévue;

7° ceux qui incitent à une cessation collective et volontaire du travail et ceux qui y participent, lorsqu'un préavis de quinze jours n'a pas été donné à la personne chargée de la gestion journalière, si le conflit n'intéresse qu'un établissement public, au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, si le conflit en intéresse plusieurs.

Parmi les autres causes de révocation figurent la perte de la nationalité belge, la perte des droits civils et politiques et le refus d'accomplir ses obligations militaires. C'est sans doute par inadvertance qu'à la différence du statut des agents de l'Etat, le projet ne prévoit qu'une révocation facultative.

Le rapport au Régent fait allusion à certains abus pratiqués en matière de rémunération par certains établissements publics. S'il s'agit de remédier à la modicité de certaines rétributions, le statut sera d'application immédiate. Mais un arrêté du Régent ne pourrait "aligner le personnel para-étatique sur le personnel de l'Etat" lorsque les traitements contractuels sont supérieurs aux barèmes

../..

des fonctionnaires de l'Etat. Une disposition transitoire est donc requise à ce propos.

Les peines disciplinaires sont prononcées, selon les cas, par la personne chargée de la gestion journalière ou par le Ministre. La Chambre de recours a pour mission de donner un avis motivé sur les peines proposées. Le projet prévoit que la personne chargée de la gestion journalière notifie à l'agent la décision de la chambre de recours. Le Conseil d'Etat propose de supprimer cette discordance au sujet du rôle de la chambre de recours.

Le projet porte abrogation de toutes les dispositions antérieures contraires, sauf de celles ayant force de loi. Il convient d'énumérer les dispositions réglementaires abrogées.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat préconise certaines modifications de forme reprises au texte ci-annexé.

ARRETE DU REGENT PORTANT LE STATUT DU PERSONNEL DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DEPENDANT DU MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

Vu la loi du 21 juillet 1890 instituant une caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail;

Vu la loi du 31 mars 1920 sur l'exécution des clauses du Traité de Paix de Versailles relatives aux contrats d'assurances sur la vie, notamment l'article 2;

Vu la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, notamment l'article 3;

Vu la loi du 18 juin 1930 portant revision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, notamment les articles 18 et 49;

../..

Vu la loi du 24 janvier 1931 instituant l'Oeuvre nationale des orphelins des victimes du travail, notamment l'article ler;

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment les articles 1, 6 et 7;

Vu les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946, notamment les articles 58 et 61;

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 portant création d'un Office national de Coordination des Allocations familiales, notamment les articles 12, 13, 15, 17 et 18;

Vu l'arrêté-loi du 18 février 1947 relatif à la Caisse nationale de vacances annuelles, notamment l'article 12;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, notamment l'article ler;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la stabilité d'emploi des agents des établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ainsi que d'améliorer leur recrutement;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Article ler.-

Sont soumis au présent statut les agents des établissements publics suivants :

../..

1° l'Office national de sécurité sociale;

2° le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires;

3° le Fonds national d'assurance maladie-invalidité;

4° la Caisse nationale des vacances annuelles;

5° l'Office national de Coordination des Allocations familiales;

6° la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales;

7° la Caisse mutuelle nationale pour allocations familiales;

8° la Caisse nationale de pensions pour employés;

9° le Fonds d'allocations pour employés;

10° le Fonds des veuves et orphelins;

11° la Caisse nationale de majoration de rentes de vieillesse, de veuve et d'allocations d'orphelins;

12° le Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles;

13° la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail;

14° l'Oeuvre nationale des orphelins des victimes du travail;

15° l'Office de gestion et de liquidation des compagnies allemandes d'assurance sur la vie.

TITRE I. DES DEVOIRS ET DES INCOMPATIBILITES

Article 2.-

Les agents des établissements publics doivent, en toutes occasions, veiller à la sauvegarde des intérêts dont l'établissement public a la garde. Ils sont tenus d'accomplir personnellement et consciencieusement les

../..

obligations qui leur sont imposées par les règlements en vigueur dans l'établissement dont ils font partie.

Ils exécutent ponctuellement leurs ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Article 3.-

Ils sont tenus à la plus stricte politesse, tant dans leurs rapports de service avec le public qu'envers leurs supérieurs, collègues ou inférieurs. Ils doivent s'entr' aider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

Article 4.-

Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui serait en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge.

Cette interdiction s'applique également aux agents des établissements publics qui ont cessé leurs fonctions.

Article 5.-

Il leur est interdit de solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Article 6.-

Nulle recommandation visant les candidats, ni le personnel ne peut être accueillie par les agents des établissements publics, ni figurer aux dossiers administratifs.

Article 7.-

Les agents des établissements publics répondent vis-à-vis de leurs supérieurs hiérarchiques, du bon fonctionnement des services dont la direction leur est confiée. Ils sont, de ce fait, tenus de réprimer ou de provoquer la répression des abus, négligences ou infractions aux lois et règlements qu'ils seraient amenés à constater dans l'exercice de leurs fonctions.

./.

Article 8.-

Toute contravention aux précédents articles est punie, suivant l'exigence des cas, de l'une des peines disciplinaires édictées par l'article 65, sans préjudice de l'application des lois pénales.

Article 9.-

Est incompatible avec la qualité d'agent d'un établissement public, toute occupation exercée soit par l'agent lui-même, soit par son conjoint, soit par personne interposée qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

TITRE II.- DU RECRUTEMENT

Section première - Des épreuves de recrutement.

Chapitre premier - Dispositions générales

Article 10.-

Nul ne peut être nommé à titre définitif dans un établissement public s'il ne satisfait aux conditions d'admissibilité et ne subit avec succès les épreuves d'admission prescrites aux articles suivants.

Toutefois, les agents licenciés par suppression d'emploi selon les dispositions de l'article 90 par l'un des établissements publics visés à l'article 1er peuvent être admis, sans nouvelle épreuve, dans un autre établissement public, à condition que leur grade ancien soit égal ou supérieur à celui à conférer.

A cet effet, l'établissement public qui licencie un agent par suppression d'emploi signale dans les cinq jours de la notification du préavis à tous les autres établissements publics visés à l'article 1er les noms, prénoms, signalement, titres divers, fonctions exercées, grade et ancienneté de l'agent licencié.

./.

En cas de nécessité, il le met immédiatement à la disposition de celui qui l'engage. Cet agent conserve son traitement.

Article 11.-

Ne sont autorisés à se présenter aux épreuves d'admission que les candidats répondant aux conditions suivantes :

1° être belge
2° être de conduite irréprochable
3° jouir de ses droits civils et politiques
4° avoir satisfait aux lois sur la milice
5° n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée :
à 35 ans pour les candidats aux fonctions de la première catégorie;
à 30 ans pour les candidats aux fonctions de la deuxième troisième et quatrième catégorie.

Lorsque le caractère technique de la fonction l'exige, des règlements d'ordre intérieur approuvés par le Ministre, pourront porter cette limite à l'âge de 35 ans.

Toutefois, quel que soit leur âge et l'établissement public dont ils font partie, les agents de la deuxième, troisième et quatrième catégorie sont, après quatre ans de fonctions, admis à faire partie, sans nouvel essai, de la catégorie immédiatement supérieure si leur signalement porte la mention "bon" et s'ils se classent en ordre utile au concours d'admission de la catégorie supérieure ouvert par un autre établissement public visé à l'article 1er.

Les agents de la première catégorie sont ceux qui exercent des fonctions égales ou supérieures à celles du secrétaire d'administration.

Les agents de la deuxième catégorie sont ceux qui exercent des fonctions égales ou supérieures à celles du rédacteur.

./.

Les agents de la troisième catégorie sont ceux qui exercent des fonctions égales ou supérieures à celles du commis, ainsi que les dactylographes, les sténo-dactylographes et les sténo-dactylographes-secrétaires.

Les agents de la quatrième catégorie sont ceux qui exercent des fonctions égales ou supérieures à celles de messager-huissier.

Article 12.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut dispenser de tout ou partie des conditions prescrites au présent titre, des personnes d'une haute valeur administrative, scientifique ou technique.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale consultera le conseil d'administration de l'établissement public avant de procéder à une nomination conformément au présent article.

L'arrêté de nomination visera les dispositions du présent titre auxquelles il déroge.

Article 13.-

Les épreuves d'admission sont organisées par le conseil d'administration. Ne peuvent être nommés à titre définitif que les candidats :

a) possédant pour les fonctions à conférer les aptitudes physiques requises des agents de l'Etat;

b) ayant obtenu une place en ordre utile au concours d'admission au stage;

c) ayant accompli avec succès un stage dans l'établissement public.

Chapitre II.- Du concours d'admission au stage.

Article 14.-

Le concours d'admission au stage a lieu conformément

./.

aux dispositions de la section 2 du présent titre. Le montant du droit d'inscription à ce concours est fixé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 15.-

Les matières et les méthodes de ce concours sont semblables à celles déterminées pour l'admission au stage des agents de l'Etat.

Le concours d'admission au stage est une épreuve de maturité. Il n'a pas pour but essentiel de déterminer le savoir des candidats, mais, surtout en ce qui concerne les candidats aux fonctions de première catégorie, d'apprécier leurs aptitudes intellectuelles et le degré de formation de leur esprit.

Ce concours comporte une épreuve écrite, une épreuve de conversation et des interrogations.

Ces dernières sont relatives à des matières déterminées et leur importance dans le calcul de la cote générale varie suivant le caractère plus ou moins scientifique ou technique de la fonction pour laquelle le recrutement a lieu.

Article 16.-

Les concours sont organisés lorsque les besoins des services l'exigent et pour un nombre déterminé d'emplois. Le nombre d'emplois à conférer, la date, le lieu et les conditions du concours sont portés à la connaissance du public par la voie du Moniteur belge et par toute autre voie jugée utile.

Article 17.-

Une fois le concours terminé, chaque participant peut prendre connaissance des résultats qu'il a obtenus.

Article 18.-

Les résultats détaillés obtenus par les candidats classés en ordre utile figurent, en cas de nomination définitive, au dossier de signalement.

./.

Article 19.-

Les candidats sont admis au stage par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Les admissions au stage ont lieu suivant l'ordre déterminé par le classement au concours, sauf les cas de convenances personnelles du candidat.

Article 20.-

Si durant l'année qui suivra celle du concours d'admission, une vacance vient à se produire, les candidats qui ne se seraient pas classés en ordre utile, et qui, néanmoins, auraient obtenu les pourcentages requis pour pouvoir être déclarés admissibles seront invités, dans l'ordre du classement, à subir la période de stage.

Chapitre III.- Du stage.

Article 21.-

Les candidats classés en ordre utile sont soumis à un stage. Celui-ci est d'une durée de six mois à un an pour les agents de première catégorie, et d'une durée de trois mois pour les agents de deuxième, troisième et quatrième catégorie. Il peut être mis fin au stage sans préavis.

Article 22.-

Les droits et devoirs de l'agent admis au stage sont semblables à ceux des agents nommés définitivement.

Chapitre IV.- De la nomination définitive.

Article 23.-

En fin de stage, le conseil d'administration délibère sur le rapport du chef hiérarchique et propose d'engager définitivement l'intéressé ou, par avis motivé, de le licencier.

./.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale nomme à titre définitif ou licencie.

Section 2.- Du jury.

Article 24.-

Quelle que soit la fonction pour laquelle le recrutement a lieu, les jurys comprennent :

1° un président, qui est la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement public ou son délégué; il a voix délibérative;

2° quatre assesseurs, nommés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur une liste double présentée par le conseil d'administration pour chaque session;

3° deux assesseurs nommés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur une liste double présentée par les organisations les plus représentatives du personnel. Ils prêtent serment entre les mains du président.

Article 25.-

La composition des jurys peut varier suivant la nature de chaque épreuve.

Article 26.-

Pour les concours d'admission à l'essai, les quatre assesseurs visés à l'article 24, 2°, sont :

a. pour le recrutement des agents de la première catégorie : un agent de l'établissement public ayant rang de directeur au moins; trois professeurs de l'enseignement supérieur;

b. pour le recrutement des agents de la deuxième catégorie : un agent de l'établissement public ayant rang de chef de service au moins;
trois professeurs de l'enseignement moyen du degré supérieur ou d'une école normale moyenne ou d'une école technique supérieure;

./.

c. pour le recrutement des agents de la troisième et de la quatrième catégorie : un agent de l'établissement public ayant rang de chef de service au moins;
trois directeurs d'école primaire ou trois professeurs de l'enseignement moyen du degré inférieur ou de l'enseignement technique ou professionnel.

Article 27.-

A l'exception de l'article 11, 1°, 2°, 3° et 4°, les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux agents engagés pour une durée n'excédant pas un an.

Un agent engagé pour une durée déterminée ne peut être engagé à nouveau pour une durée déterminée si la durée totale des engagements excède un an.

TITRE III.- DE LA COMMISSION DE CONSULTATION SYNDICALE.

Section Ière.- Institution - Compétence - Procédure.

Article 28.-

Il est institué dans chaque établissement public une commission de consultation syndicale.

Moyennant l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, elle est appelée à participer à la gestion des services sociaux institués par l'établissement public pour le bien être du personnel.

Elle est chargée d'examiner toute mesure propre à favoriser le développement de l'esprit de collaboration entre le conseil d'administration et le personnel.

Elle donne son avis à la personne chargée de la gestion journalière sur les questions touchant l'amélioration de l'organisation, des conditions et du rendement du travail.

Les projets de règlements organiques pris en exécution du présent statut et les projets de modifications à ces règlements seront soumis à l'avis de la commission de consultation syndicale.

./.

Section 2.- Composition.

Article 29.-

La commission de consultation syndicale est composée de trois à dix membres désignés par le conseil d'administration et d'un nombre égal de membres désignés par les organisations les plus représentatives du personnel au prorata des voix obtenues aux élections.

Un règlement organique détermine la procédure de l'élection.

Les délégués du personnel sont élus pour un terme d'un an.

Les membres de la commission seront choisis parmi les agents en activité de service ou pensionnés.

Dans chaque établissement public le nombre des membres est fixé à un pour cent du personnel avec un minimum de six et un maximum de vingt.

Le conseil d'administration et les organisations les plus représentatives du personnel désignent un nombre égal de suppléants.

Article 30.-

La commission de consultation syndicale est présidée par la personne chargée de la gestion journalière ou son remplaçant. Il dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée. Il n'a pas voix délibérative.

Section 3.- Sous-commissions.

Article 31.-

La commission de consultation syndicale peut créer des sous-commissions comprenant un nombre égal de représentants de l'administration et des organisations les plus représentatives du personnel. Un membre au moins de la commission de consultation syndicale doit faire partie de chaque sous-commission.

./.

Les sous-commissions sont chargées de l'examen de questions particulières ou propres à un ou plusieurs services régionaux. Elles font rapport à la commission de consultation syndicale.

Article 32.-

La présidence des sous-commissions est exercée par le délégué de la personne chargée de la gestion journalière.

Article 33.-

Une organisation représentée à la commission de consultation syndicale pourra déléguer un représentant avec voix consultative dans les sous-commissions où elle ne serait pas représentée.

Dans des cas spéciaux que la sous-commission appréciera, chaque organisation représentée à la sous-commission avec voix délibérative ou consultative pourra faire appel à un conseiller sans voix délibérative. L'administration peut s'adjoindre un nombre égal de conseillers à l'ensemble de ceux des organisations.

Article 34.-

Chaque commission de consultation syndicale arrête, sous l'approbation de la personne chargée de la gestion journalière son règlement d'ordre intérieur.

A défaut d'accord au sein de la commission ou à défaut d'approbation, le règlement d'ordre intérieur est arrêté par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 35.-

Les membres effectifs et suppléants et les conseillers peuvent assister aux réunions de la commission de consultation syndicale sans avoir à effectuer des prestations compensatoire Les congés et facilités nécessaires leur seront accordés sur présentation de la convocation émanant du secrétaire de la commission de consultation syndicale ou de l'organisation professionnelle s'il s'agit d'un suppléant ou d'un conseiller.

./.

En reprenant leur service, les intéressés remettent à leur supérieur hiérarchique une attestation signée par le secrétaire de la commission.

Article 36.-

La commission de consultation syndicale peut ordonner une enquête sur une question portée à l'ordre du jour. Elle en charge un de ses membres. Les autres membres effectifs ou leurs suppléants peuvent assister à l'enquête. Le rapport de l'enquête leur sera communiqué et ils pourront dans les vingt-quatre heures y joindre leurs observations. Les délégués sont tenus au secret au sujet des faits révélés par l'enquête.

Article 37.-

Lorsqu'ils sont appelés à siéger, les délégués effectifs et suppléants et les conseillers ont droit aux indemnités de déplacement allouées aux agents du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

TITRE IV.- Du comité de direction.

Article 38.-

Il existe dans chaque établissement public un comité de direction qui comprend obligatoirement la personne chargée de la gestion journalière, les directeurs et conseillers et éventuellement le commissaire du gouvernement ou à défaut un délégué du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 39.-

Outre les attributions qui lui sont nommément reconnues par le présent statut, le comité de direction a la haute surveillance du stage du signalement et de l'avancement. Il est présidé par la personne chargée de la gestion journalière ou, à son défaut, par un membre du comité par lui désigné.

./.

TITRE V.- DU COMITE CENTRAL CONSULTATIF.

Article 40.-

Il est institué au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale un comité central consultatif.

Le comité central consultatif intervient dans la conciliation des conflits collectifs intéressant plusieurs établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Il donne son avis sur toute modification au présent statut.

Article 41.-

Le comité central consultatif comprend :

a. le président qui est un fonctionnaire général désigné par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

b. des membres qui sont, d'une part, les personnes chargées de la gestion journalière des principaux établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et, d'autre part, les représentants des organisations les plus représentatives du personnel au prorata des votes obtenus aux dernières élections pour les commissions de consultation syndicale;

c. du secrétaire qui est un fonctionnaire désigné par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

d. des membres suppléants, en nombre égal aux membres effectifs et désignés de la même manière; les personnes chargées de la gestion journalière des établissements publics désignent leurs suppléants.

Le président et le secrétaire n'ont pas voix délibérative.

Les avis du comité central consultatif sont transmis au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

./.

TITRE VI.- DU SIGNALEMENT.

Article 42.-

Le signalement est obligatoire pour tout agent nommé définitivement et appartenant à la troisième, la deuxième et la première catégorie, jusqu'au grade de directeur exclu. Il a pour objet d'éclairer le comité de direction sur la valeur et les aptitudes de l'agent, son rendement et son mérite.

Article 43.-

Tout agent peut à tout moment prendre connaissance de son dossier de signalement.

Article 44.-

Le dossier de signalement contient toute relation de fait ou constatations susceptibles de servir d'éléments d'appréciation.

Ces relations et constatations ne peuvent toutefois avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction. Elles doivent être visées par les intéressés avant d'être mises à leur dossier.

Article 45.-

Le dossier de signalement fait l'objet d'un examen annuel et, en outre, d'un examen préalable à chaque promotion de grade et de traitement. A la suite de cet examen, le chef immédiat remplit un bulletin de signalement. La forme du bulletin ainsi que les critères suivant lesquels il doit être établi, sont les mêmes que ceux déterminés pour les agents de l'Etat.

Le supérieur hiérarchique immédiat, en vue d'exprimer les éléments contenus dans le bulletin, propose une des cotes suivantes :

20 - 19 et 18; 17 et 16; 15 et 14; 13 et 12; 11 et 10; 9 et 8; 7 et en dessous, correspondant respectivement aux mentions : exceptionnel - très bon - bon - assez bon - médiocre - insuffisant - mauvais.

./.

Article 46.-

Le bulletin de signalement établi par le chef hiérarchique doit être visé et peut être revu par les supérieurs hiérarchiques de l'intéressé.

Article 47.-

La cote chiffrée proposée est attribuée par le directeur.

Article 48.-

Les propositions et les décisions d'attribution de cote sont soumises au visa de l'intéressé.

Article 49.-

Dans les dix jours de l'information qui lui en est donnée, l'agent peut demander la revision de la décision d'attribution de cote à la personne chargée de la gestion journalière . Celle-ci rend une décision motivée, après consultation du comité de direction. Cette décision est définitive.

Article 50.-

L'appelant doit être entendu par la personne chargée de la gestion journalière; il peut se faire assister par un agent de l'établissement public en activité de service, un délégué d'organisation professionnelle ou un avocat.

TITRE VII.- DE LA RETRIBUTION.

Article 51.-

Les traitements sont déterminés selon les barèmes appliqués dans les administrations de l'Etat. Ils varient selon le coefficient ou l'index appliqué aux traitements des agents de l'Etat.

./.

Article 52.-

Les barèmes fixant les traitements sont attribués en tenant compte de la nature du travail, des capacités qu'il requiert, de la durée des prestations qu'il comporte et de la gravité des responsabilités qu'il engage.

Article 53.-

En tout cas, l'avancement de grade aura pour effet d'augmenter la rétribution de l'agent promu.

Article 54.-

Les articles 19 et 20 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat ne sont pas applicables aux agents régis par le présent statut.

Article 55.-

Le traitement est augmenté du montant des allocations de foyer et des allocations de résidence ainsi que de toute indemnité à laquelle a droit un agent de l'Etat sous déduction des avantages non reconnus aux agents de l'Etat.

TITRE VIII.- DE L'AVANCEMENT.

Article 56.-

Il existe deux sortes d'avancement : l'avancement de grade et l'avancement de traitement. Ils sont attribués par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale après avis du conseil d'administration.

Section Ière.- De l'avancement de grade.

Article 57.-

L'avancement de grade élève son bénéficiaire dans la hiérarchie. Il ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance et dans les limites de chacune des catégories.

./.

Article 58.-

L'avancement de grade est attribué aux agents ayant réussi éventuellement les épreuves supplémentaires organisées en vertu de l'article 60 et suivant l'ordre de leurs valeur et aptitude telles qu'elles ressortent du signalement. A égalité de signalement, le classement en vue de l'avancement de grade est établi, soit dans les cas d'épreuves supplémentaires d'après la place obtenue par l'agent aux épreuves supplémentaires, soit, après avis motivé du comité de direction, par Conseil d'administration.

Article 59.-

Nul ne peut être promu à un grade supérieur s'il n'a deux années de fonctions dans son grade. Les dérogations aux dispositions du présent article ne peuvent être accordées que pour nommer aux emplois vacants des agents de valeur exceptionnelle ayant rendu des services dont l'importance est constatée par le conseil d'administration.

Article 60.-

Des épreuves supplémentaires peuvent être organisées pour l'attribution de l'avancement de grade. Les résultats des épreuves sont consignés au dossier de signalement.

Article 61.-

Les emplois vacants sont conférés de préférence aux membres du personnel de l'établissement public. A défaut de candidats reconnus aptes à occuper lesdits emplois, l'établissement public fait appel aux agents des autres établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 62.-

Les propositions d'avancement de grade sont portées à la connaissance du personnel de l'établissement public. Si des promotions sont réservées à des agents d'un autre établissemen

./.

public, les propositions d'avancement de grade sont portées à la connaissance du personnel de tous les établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Dans les dix jours, et avant toute décision, les agents de l'établissement public intéressé peuvent faire valoir auprès du comité de direction leurs titres à l'avancement.

Section 2.- De l'avancement de traitement.

Article 63.-

L'avancement de traitement est fonction de l'ancienneté et du signalement.

Les augmentations de traitement sont accordées aux taux successifs et après les délais d'ancienneté prévus par les dispositions portant fixation des barèmes.

Les augmentations de traitement sont accordées avec un retard de six mois aux agents signalés par les cotes 9 et 8.

Les agents signalés par une cote inférieure à 8 sont privés de toute augmentation de traitement.

L'attribution consécutive de deux cotes inférieures à 8 entraîne l'application de l'article 91 du statut.

Article 64.-

Les augmentations de traitement dans le même grade sont accordées à l'expiration du semestre au cours duquel les intéressés comptent l'ancienneté réglementaire.

TITRE IX.- DU REGIME DISCIPLINAIRE.

Section Ière.- Des peines disciplinaires.

Article 65.-

Les peines disciplinaires sont :

./.

1° le rappel à l'ordre
2° la réprimande
3° le blâme
4° la suspension disciplinaire
5° la réduction de traitement égale à une augmentation afférente au barème de l'agent
6° la rétrogradation
7° la révocation.

Toutes les peines, sauf le 7°, sont proposées par le supérieur hiérarchique immédiat et prononcées par la personne chargée de la gestion journalière.

La révocation est proposée par le conseil d'administration de l'établissement public et prononcée par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 66.-

Aucune peine ne peut être proposée à l'autorité compétente sans que l'intéressé ait été au préalable entendu ou interpellé.

Article 67.-

L'agent contre qui a été proposée une des peines prévues à l'article 65, 1°, 2° et 3°, peut interjeter appel devant le comité de direction dans les conditions prévues par les articles 49 et 50. Pour les autres peines, l'agent peut interjeter appel devant la chambre de recours dans les conditions prévues par l'article 77.

Article 68.-

Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement. La radiation de cette peine a lieu dans les cas et suivant le mode prévu pour les agents de l'Etat.

Article 69.-

Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaire. Elles placent d'office l'agent en

./.

suspension préventive, pour la durée de la procédure.

Quel que soit le résultat de ces actions, l'établissement public reste juge de l'application des peines disciplinaires.

Section 2.- De la chambre de recours.

Chapitre 1er.- Institution - Compétence.

Article 70.-

Il est institué pour tous les établissements publics dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, une chambre de recours.

Article 71.-

La chambre de recours comprend deux sections : une section française et une section flamande.

La section devant laquelle l'agent comparaît est déterminée par le rôle sur lequel il est inscrit.

Article 72.-

La chambre de recours a pour mission d'entendre à leur demande, les agents nommés définitivement, à charge de qui une peine disciplinaire autre que celles énumérées à l'article 65, 1°, 2° et 3° est proposée, et de donner, avant toute décision de l'autorité compétente, son avis motivé sur ladite proposition.

Article 73.-

La chambre de recours se compose :

a. d'un président, fonctionnaire général au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, désigné par le Ministre;

b. de douze assesseurs pour chaque section choisis par moitié par le président de la chambre de recours sur présentation des établissements publics et, pour l'autre moitié, par les organisations les plus représentatives du personnel au pro-

rata des votes obtenus aux dernières élections pour les commissions de consultation syndicale. Leur mandat a une durée de trois ans.

Les assesseurs doivent appartenir au personnel régi par le présent statut.

c. d'un rapporteur pour chaque section désigné par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale parmi les fonctionnaires de son département;

d. d'un greffier pour chaque section désigné par le Ministre

Le rapporteur et le greffier n'ont pas voix délibérative.

e. de membres suppléants en nombre égal à celui des membres effectifs et désignés de la même manière.

Les assesseurs d'une des sections peuvent également être membres suppléants de l'autre.

Article 74.-

Lorsque pour une cause déterminée un assesseur n'a pas rang hiérarchique au moins égal à celui du requérant, il est remplacé par un membre suppléant d'un grade convenable.

Article 75.-

Le requérant a la faculté de récuser, d'une part, deux des assesseurs représentant les établissements publics et, d'autre part, deux des assesseurs représentant le personnel.

Article 76.-

Est en outre récusé, tout assesseur qui, de l'avis du président, pourrait être considéré comme juge et partie.

Chapitre II.- Procédure.

Article 77.-

A dater du jour où il a été informé de la peine proposée à sa charge en conclusion de l'instruction, l'agent a

./.

dix jours pour exercer son recours.

Article 78.-

La chambre de recours est saisie de l'affaire par les soins de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement public dont fait partie le requérant;celle-ci transmet le dossier complet de l'affaire ainsi que toutes les pièces relatives au signalement de l'agent.

Article 79.-

Aucune demande ne peut faire l'objet des délibérations de la chambre de recours, si les enquêtes ne sont complètement terminées, si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient pas tous les éléments utiles susceptibles de permettre à cette chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause.

Article 80.-

Après examen la chambre de recours envoie le dossier à l'autorité compétente et lui fait connaître son avis motivé. Elle mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis. En outre, elle peut recommander des enquêtes complémentaires en demandant d'y déléguer deux assesseurs en fonction dont l'un est nommé par le président, l'autre par les organisations les plus représentatives du personnel.

Article 81.-

A moins d'empêchement légitime l'appelant comparaît en personne : il peut faire choix, pour sa défense d'un agent en activité de service appartenant à l'un des établissements visés à l'article 1er, d'un avocat ou d'un délégué d'une des organisations les plus représentatives du personnel.

./.

Article 82.-

Si, bien que régulièrement convoqué, l'agent s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, la chambre de recours se considère comme dessaisie et transmet le dossier à l'autorité compétente.

Article 83.-

La personne chargée de la gestion journalière de l'établissement public dont fait partie l'agent, notifie à celui-ci l'avis de la chambre de recours.

Article 84.-

Une indemnité de déplacement peut être allouée à l'agent comparaissant.

TITRE X.- DES CONGES.

Article 85.-

Les agents régis par le présent statut jouissent de congé annuels de vacancesde la même durée que les agents de l'Etat.

Article 86.-

Les dispositions en vigueur dans les administrations de l'Etat, et fixant les conditions d'octroi des congés de circonstance ou de convenance personnelle, sont applicables aux agents régis par le présent statut.

TITRE XI.- DES MODES D'INTERRUPTION ET DE CESSATION DES FONCTIONS.

Section Ière.- De la suspension de service.

Article 87.-

Sont considérés comme suspension de service avec conservation du droit à l'avancement :

./.

1° les périodes légales d'appel ou de rappel sous les armes;
2° les absences dues à la maladie ou à l'infirmité à condition que ces absences n'excèdent pas :

a. trois mois pour les agents qui ont moins de dix ans de service;
b. six mois pour les agents ayant plus de dix ans et moins de vingt ans de service;
c. neuf mois pour les agents ayant plus de vingt ans et moins de trente ans de service;
d. douze mois pour les agents ayant plus de trente ans de service.

3° les périodes de missions dûment autorisées;

4° la suspension préventive non convertie en peine disciplinaire.

Article 88.-

La suspension préventive est une mesure d'ordre prononcée par la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement public; elle est immédiatement notifiée au conseil d'administration et au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Toutefois, lorsque la durée de la suspension excède trois mois, l'autorité compétente prend l'avis du conseil d'administration et la mesure est soumise au recours prévu contre l'application des peines disciplinaires.

Section 2.- De la cessation définitive des fonctions.

Article 89.-

Sont révoqués :

1° les agents dont la nomination n'est pas régulière;

2° les agents qui cessent de répondre aux conditions fixées par l'article 11/du présent statut;
/1°,3° et 4°/

./.

3° ceux qui, après absence autorisée, négligent sans motif valable, de reprendre leur service dans un délai de quatre jours;

4° ceux qui, sans motif valable, abandonnent leur poste et restent absents pendant plus de quatre jours consécutifs;

5° ceux qui contreviennent à l'article 4, § 1er du présent statut;

6° ceux qui commettent toute autre faute grave.

La révocation est prononcée par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 90.-

En cas de suppression d'emploi, sont démis de leurs fonctions, les agents ayant le signalement "assez bon" ou un signalement inférieur, avec un préavis de douze mois s'ils appartiennent à la première catégorie, avec un préavis de six mois, s'ils appartiennent à la deuxième, la troisième ou la quatrième catégorie.

Lorsqu'aucun agent n'a le signalement "assez bon" ni un signalement inférieur ou lorsque tous les agents ont le même signalement, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale décide quel sera l'agent à démettre, en tenant compte de l'ancienneté réelle et des titres des agents intéressés.

Article 91.-

Entraînent également cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire moyennant un préavis de six mois pour les agents de la première catégorie et un préavis de trois mois pour les agents de la deuxième, de la troisième et de la quatrième catégorie;

2° l'inaptitude professionnelle définitivement constatée moyennant les préavis fixés à l'article 90. Cette inaptitude se constate par l'attribution consécutive de deux cotes

./.

inférieures à 8 et pour les agents de première catégorie par un rapport de la personne chargée de la gestion journalière adressé au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Toutefois cette mesure peut être précédée d'une seule rétrogradation. Cette rétrogradation n'a pas le caractère d'une peine disciplinaire et ne donne pas lieu à recours;

3° la mise à la pension.

Article 92.-

Le préavis prend cours à l'expiration du mois pendant lequel il est donné.

Lorsque le préavis est donné par l'établissement public, l'agent peut s'absenter deux fois par semaine pendant la durée du préavis pourvu que la durée totale des deux absences ne dépasse pas celle d'une journée de travail.

Article 93.-

Le régime de pension et celui de la mise en disponibilité des agents soumis au présent statut feront l'objet d'arrêtés royaux ultérieurs.

TITRE XII.- DISPOSITIONS FINALES.

Article 94.-

Les personnes chargées de la gestion journalière des établissements publics ne sont pas régies par le présent statut.

Article 95.-

Les agents engagés avant l'entrée en vigueur du présent statut et qui refuseraient d'y adhérer, continueront à bénéficier des avantages stipulés à leur contrat pendant la durée du préavis auquel ils ont droit.

Ce préavis sera donné dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 96 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Ingevolge de definitie, die in artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 van de Rijksambtenaren gegeven wordt, valt het personeel van de zogenaamde "parastatale" openbare instellingen en diensten niet onder de regelen van het statuut. "Welnu", zo wordt in het verslag aan de Koning vastgesteld "een gedeelte van deze organismen waarvan de bedrijvigheid bijna of volkomen dezelfde is als deze van de openbare besturen, moeten er mede gelijkgesteld worden. Daarom is voorzien dat deze diensten bij koninklijk besluit kunnen gelijkgesteld worden met de Rijksbesturen, althans wat de rechtstoestandsregeling van hun personeel betreft, behalve wanneer deze reeds door de wet mocht vastgesteld zijn." Artikel 1 van het besluit van 2 October 1937 zegt woordelijk: "Met de Rijksbesturen worden geheel of gedeeltelijk gelijkgesteld de bij koninklijk besluit uitdrukkelijk bepaalde openbare instellingen of diensten."

Het ontwerp heeft tot doel de openbare instellingen of diensten, die van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangen, gedeeltelijk met de Rijksbesturen gelijk te stellen Het ontwerp gebruikt de uitdrukking "parastatale organismen", die vooralsnog geen wettelijk omschreven juridische betekenis heeft. De Raad van State beveelt de uitdrukking "openbare instelling" aan, waardoor de in het ontwerp bedoelde organismen gekenschetst worden.

Het ontwerp is toepasselijk op het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, dat door de Rijkskas voor jaarlijks verlof is overgenomen; het is niet toepasselijk op het personeel van het Nationaal werk voor oorlogswezen, dat ter beschikking van het Nationaal werk voor wezen van de arbeidsslachtoffers is gesteld, noch op de leden van het Rijkspersoneel, die door het centraal bestuur bij de verscheidene openbare instellingen worden gedetacheerd.

.../...

Het ontwerp heeft, volgens zijn inleiding, onder meer tot doel aan het personeel de stabiliteit van hun ambt te verzekeren. Er is tegenspraak tussen het begrip "vast" en de qualificatie "voorlopig", die aan het ontworpen statuut gegeven wordt. Wel kan een administratief statuut altijd eenzijdig van overheidswege gewijzigd worden. Maar aangezien het ontwerp in zeer ruime mate de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 October 1937 overneemt, zal het niet meer noch minder voorlopig zijn dan dit laatste.

De Raad van State stelt de volgende titel voor:

"Besluit van de Regent houdende het statuut van het personeel der openbare instellingen, die van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangen."

In de inleiding vindt men de wettelijke grondslag van de verordeningsmacht, die de Koning ter zake heeft, niet opgegeven. Die grondslag ligt niet in artikel 66 van de grondwet, maar in de wetten waarbij de verschillende hier bedoelde openbare instellingen worden opgericht. De Raad van State stelt dus voor, die verschillende wetten te vermelden.

Zoals reeds vastgesteld werd in het verslag aan de Koning, dat het koninklijk besluit van 2 October 1937 voorafging, kan de Koning zijn verordeningsmacht niet uitoefenen wanneer het statuut van het parastataal personeel reeds door de wet is bepaald. Zulks is het geval voor het Nationaal Hulpfonds voor huishoudelijke heruitrusting der werknemers, het Nationaal fonds voor mijnwerkerspensioenen, het Speciaal fonds voor vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen ingevolge oorlogsfeiten. Daar die laatste openbare instelling overigens slechts een in de tijd beperkt bestaan kent, zou het personeel niet kunnen in dienst genomen worden voor een langere duur dan die, welke door de wet aan het Speciaal fonds is toegewezen.

.../...

In het ontwerp wordt soms een aan het burgerlijk recht ontleende terminologie gebruikt: " indienstneming voor een onbepaalde duur", "indienstneming op proef", "de meest gerede partij". Daar het gaat om een administratief statuut, dient de terminologie van het statuut van het Rijkspersoneel te worden overgenomen: "proeftijd", "vaste benoeming", "benoeming in vast verband".

Het onwerp gewaagt van "verklarende aanschrijvingen", die op het Rijkspersoneel toepasselijk zijn. Daar de aanschrijvingen slechts een betrekkelijk bindend karakter hebben, past het niet er in een besluit van de Regent naar te verwijzen.

Door het ontwerp wordt het personeel der openbare instellingen, die van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangen, onderworpen "aan de regelen welke voortvloeien uit de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders". Deze besluitwet heeft uitsluitend betrekking op de arbeiders en werkgevers die door een contract van dienstverhuring gebonden zijn. Daar het ontwerp tot doel heeft, de contracten van dienstverhuring die het personeel met de openbare instellingen verbonden door een administratief statuut te vervangen, zal de wet het regime van de maatschappelijke zekerheid op dit personeel moeten toepassen. Het ontwerp van wet, waarbij het regime der maatschappelijke zekerheid op sommige arbeiders van de openbare besturen van toepassing wordt verklaard, zou de aangelegenheid kunnen regelen.

De bijzitters van de examencommissie, die op de voordracht van de meest representatieve organisaties van het personeel zijn gekozen, moeten evengoed als de andere bijzitters ten overstaan van de voorzitter de eed afleggen. Om de eed af te nemen, moet de voorzitter zelf vooraf de van de ambtenaren gevorderde eed hebben afgelegd.

.../...

Het ontwerp gewaagt van verkiezingen voor de syndicale commissie van advies, maar zegt niets over de organisatie en de periodiciteit er van. Deze leemte zou moeten aangevuld worden.

In het ontwerp wordt het grootste deel van de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel overgenomen of geparafraseerd. Het verbod om de uitoefening van hun ambt zonder voorafgaande machtiging te staken is evenwel over het hoofd gezien.

Voorts bepaalt het ontwerp dat agenten, die tot werkstaking aansporen of er aan deelnemen, afgezet worden, maar alleen in het geval dat de staking niet door vijftien dagen opzegging en door een verzoeningsprocedure is voorafgegaan.

Op dit punt wijkt het ontwerp af van de reglementaire toestand, welke het als doel heeft in te voeren. Hier is dus geen overeenstemming tussen de in het verslag aan de Regent uitgedrukte bedoeling en de voorgelegde tekst. Om in harmonie te blijven met het statuut van het Rijkspersoneel stelt de Raad van State voor, de bepalingen met betrekking op de werkstaking te laten wegvallen.

In de privaat industrie is het gebruik van het stakingsrecht gereglementeerd door de wet betreffende de prestaties van algemeen belang in vredestijd. Bij de bespreking van die wet, werd de staking erkend als een onaantastbaar recht voor de arbeiders, evengoed als alle andere rechten van de mens, maar heeft men maatregelen voorzien om "het hoofd te bieden aan zekere vitale behoeften".

De in het ontwerp vermelde openbare instellingen hebben tot doel aan de gezamenlijke arbeiders werklozensteun, vergoedingen voor ziekte en invaliditeit, kinderbijslag, rentetoeslagen voor weduwen en wezen te verzekeren. Die openbare

.../...

instellingen beantwoorden zeker aan vitale behoeften. Staking zou derhalve alleen geoorloofd zijn voorzover de in de wet van 19 Augustus 1948 bepaalde waarborgen verzekerd zouden zijn.

Mocht de regering, ondanks de reglementaire toestand waarin het parastataal personeel door het ontwerp gebracht wordt, toch een beroep op de staking willen toestaan, dan zou dit personeel in dit opzicht aan hetzelfde regime als de contractuele arbeiders moeten onderworpen worden. In die veronderstelling zou de door de Raad van State voorgestelde tekst als volgt moeten aangevuld worden:

In Titel III zou een als volgt luidend artikel dienen ingevoegd te worden:

"Binnen zes maanden na de bekendmaking van dit statuut zijn de syndicale commissies van advies gehouden de maatregelen, prestaties of diensten te bepalen en af te bakenen, welke in geval van collectief en vrijwillig staken van de arbeid moeten gehandhaafd blijven om in de vitale behoeften te voorzien en om elke door overmacht of onvoorziene noodzaak geboden taak te verrichten.

Heeft de syndicale commissie voor advies op het ogenblik, waarop het conflict zich voordoet, de in de vorige alinea bepaalde schikkingen niet genomen, dan treft de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg de maatregelen die zich opdringen".

In Titel XI zou onder de redenen tot afzetting moeten ingevoegd worden:

6° zij die de uitoefening van hun ambt schorsen wanneer dit vereist is om in de vitale behoeften te voorzien en om elke door overmacht of onvoorziene noodzaak geboden taak te verrichten;

.../...

7° zij die tot een collectief en vrijwillig staken van de arbeid aansporen of er aan deelnemen, wanneer vijftien dagen voordien geen opzegging werd gedaan aan de persoon belast met het dagelijks bestuur, zo in het conflict slechts één openbare instelling is betrokken, en tot de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, zo er verschillende in betrokken zijn.

Onder de andere redenen tot afzetting vindt men het verlies van de Belgische nationaliteit, het verlies van de burgerlijke en politieke rechten en de weigering om zijn militaire verplichtingen na te komen. Ongetwijfeld is het aan onoplettendheid te wijten dat het ontwerp, in tegenstelling met het statuut van het Rijkspersoneel, de afzetting facultatief laat.

Het verslag aan de Regent gewaagt van sommige misbruiken inzake bezoldiging, waaraan sommige openbare instellingen zich schuldig maken. Waar het er om gaat de geringheid van sommige bezoldigingen te verhelpen zal het statuut onmiddellijk van toepassing zijn. Maar door een besluit van de Regent is het niet mogelijk "het parastataal personeel met het Rijkspersoneel gelijk te stellen" wanneer de contractuele wedden hoger zijn dan de weddeschalen der Rijksambtenaren. Een overgangsbepaling is hier dus nodig.

De tuchtstraffen worden, al naar het geval, door de met het dagelijks bestuur belaste persoon of door de Minister uitgesproken. De Raad van Beroep heeft tot opdracht een met redenen omkleed advies over de voorgestelde straffen uit te brengen. Het ontwerp bepaalt dat de met het dagelijks bestuur belaste persoon aan de agent kennis geeft van de beslissing van de Raad van Beroep. De Raad van State stelt voor, deze tegenstrijdigheid omtrent de opdracht van de Raad van Beroep te schrappen.

.../...

Het ontwerp bepaalt de opheffing van alle vroegere strijdige bepalingen, behalve van die, welke kracht van wet hebben. De opgeheven reglementsbepalingen moeten opgesomd worden.

Voor het overige beveelt de Raad van State sommige vormwijzigingen aan, die in de onderstaande tekst zijn opgenomen.

BESLUIT VAN DE REGENT HOUDENDE HET STATUUT VAN HET PERSONEEL DER OPENBARE INSTELLINGEN, DIE VAN DE MINISTER VAN ARBEID EN SOCIALE VOORZORG AFHANGEN.

Gelet op de wet van 21 Juli 1890 instellende een Fonds van voorzorg en onderhoud ten bate der slachtoffers van ongevallen bij de arbeid ;

Gelet op de wet van 31 Maart 1920 betreffende de uitvoering der bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles, in verband met de levensverzekeringsovereenkomst, inzonderheid op artikel 2 ;

Gelet op de wet van 24 Juli 1927 betreffende schadeloosstelling in zake beroepsziekten, inzonderheid op artikel 3

Gelet op de wet van 18 Juni 1930 tot herziening der wet van 10 Maart 1925 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood der bedienden, inzonderheid op de artikelen 18 en 49 ;

Gelet op de wet van 24 Januari 1931 houdende instelling van het Nationaal Werk voor wezen van de arbeidsslachtoffers, inzonderheid op artikel 1 ;

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op de artikelen 1, 6 en 7 ;

..../...

Gelet op de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, samengeordend bij het besluit van de Regent van 12 September 1946, inzonderheid op de artikelen 58 en 61 ;

Gelet op de besluitwet van 10 Januari 1947 tot inrichting van een Rijksdienst voor Samenordening der Gezinsvergoedingen, inzonderheid op de artikelen 12, 13, 15, 17 en 18 ;

Gelet op de besluitwet van 18 Februari 1947 betreffende de Rijkskas voor jaarlijks verlof, inzonderheid op artikel 12 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 1 ;

Overwegende dat het geboden is de stabiliteit te verzekeren van het ambt van de agenten der openbare instellingen, die van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangen, en hun aanwerving te verbeteren ;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Aan het tegenwoordig statuut zijn onderworpen, de agenten van de hierna vermelde openbare instellingen :

1° de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid ;

2° het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen ;

3° het Nationaal Verzekeringsfonds tegen ziekten en invaliditeit ;

.../...

4° de Rijkskas voor jaarlijks verlof ;

5° de Rijksdienst voor samenordening van de Kinderbijslagen

6° de Nationale Compensatiekas voor gezinsvergoedingen ;

7° de Nationale onderlinge kas voor kinderbijslagen ;

8° de Nationale kas voor bediendenpensioenen ;

9° het Toelagefonds voor bedienden ;

10° het Fonds voor weduwen en wezen ;

11° de Nationale kas voor ouderdoms- en weduwerentebijslagen en de wezentoelagen ;

12° het Voorzorgsfonds ten behoeve van door beroepsziekten getroffenen ;

13° de Voorzorgs- en steunkas ten behoeve van de slachtoffers van arbeidsongevallen ;

14° het Nationaal werk voor wezen van de arbeidsslachtoffers ;

15° de Dienst voor beheer en vereffening van de Duitse maatschappijen voor levensverzekering.

TITEL I. PLICHTEN EN ONVERENIGBAARHEDEN.

Artikel 2.-

De agenten van de openbare instellingen moeten bij elke gelegenheid zorg dragen voor de belangen waarover de openbare instelling te waken heeft. Zij zijn gehouden persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na te komen hun opgelegd door de reglementen die gelden in de instelling waartoe zij behoren.

Zij voeren de dienstorders stipt uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Artikel 3.-

Zij zijn gehouden ten zeerste de beleefdheid in acht te nemen, zowel in hun dienstbetrekkingen met het publiek

.../...

als ten aanzien van hun meerderen, hun collega's of hun ondergeschikten. Zij moeten elkander helpen in de mate waarin het belang van de dienst zulks vereist.

Artikel 4.-

Zij mogen zich met generlei activiteit inlaten, die in strijd zou zijn met de Grondwet en met de wetten van het Belgische volk.

Dit verbod is ook van toepassing op de agenten van de openbare instellingen die niet meer in dienst zijn.

Artikel 5.-

Het is hun verboden, zelfs buiten hun ambt doch ter oorzake er van, rechtstreeks of door een tussenpersoon, giften, beloningen of voordelen welke dan ook te vragen, te eisen of aan te nemen.

Artikel 6.-

Geen aanbeveling betreffende de candidaten of het personeel mag door de agenten van de openbare instellingen in aanmerking genomen worden of in de administratieve dossiers voorkomen.

Artikel 7.-

De agenten van de openbare instellingen staan, tegenover hun hiërarchische meerderen, in voor de behoorlijke werking van de diensten waarvan de leiding hun is toevertrouwd. Deswege moeten zij ieder misbruik, nalatigheid of inbreuk op de wetten en reglementen, welke zij bij hun ambtsuitoefening mochten vaststellen, beteugelen of het nodige doen om ze te doen beteugelen.

.../...

Artikel 8.-

Elke inbreuk op de voorgaande artikelen wordt, naar de vereisten van het geval, gestraft met één van de in artikel 65gestelde tuchtstraffen, onverminderd de toepassing van de strafwetten.

Artikel 9.-

Met de hoedanigheid van agent van een openbare instelling is onverenigbaar , elke bezigheid verricht, hetzij door de agent zelf, hetzij door zijn echtgenoot, hetzij door een tussenpersoon, en van die aard, dat zij het nakomen van de verplichtingen van het ambt in de weg staat of in strijd is met de waardigheid er van.

TITEL II.- WERVING.

Afdeling 1.- Wervingsexamens.

HOOFDSTUK I.- Algemene Bepalingen.

Artikel 10.-

Niemand kan bij een openbare instelling in vast verband worden benoemd, indien hij niet aan de toelatingsvereisten voldoet en niet slaagt in de bij de volgende artikelen voorgeschreven toelatingsexamens.

De agenten evenwel, die volgens de bepalingen van artikel 90 door een van de in artikel 1 vermelde openbare instellingen wegens ambtsopheffing werden afgedankt, kunnen, zonder een nieuw examen, tot een andere openbare instelling toegelaten worden, op voorwaarde dat hun voormalige graad gelijk is aan of hoger is dan de toe te kennen graad.

.../...

Te dien einde, geeft de openbare instelling die een agent afdankt wegens ambtsopheffing, binnen vijf dagen, na de kennisgeving van de opzegging, aan al de andere in artikel 1 vermelde openbare instellingen, mededeling van namen, voornamen, signalement, verschillende titels, uitgeoefende ambten, graad en anciënniteit van de afgedankte agent. Zo nodig stelt zij hem onmiddellijk ter beschikking van de instelling, die hem in dienst neemt. Deze agent behoudt zijn wedde.

Artikel 11.-

Voor de toelatingsexamens mogen zich alleen aanmelden de candidaten die aan de onderstaande voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn

2° van onberispelijk gedrag zijn

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten

4° aan de militiewetten voldaan hebben

5° de grensleeftijd niet bereikt hebben welke bepaald is :
op 35 jaar voor de candidaten voor de ambten van de eerste categorie ;
op 30 jaar voor de candidaten voor de ambten van de tweede, derde en vierde categorie ;

Wanneer het technisch karakter van het ambt zulks vereist, kunnen reglementen van inwendige orde, door de Minister goedgekeurd, deze leeftijdsgrens op 35 jaar brengen.

De agenten van de tweede, derde en vierde categorie worden evenwel, - welk ook hun leeftijd is/~~zijn~~ de openbare instelling waartoe zij behoren, - na vier jaar dienst, zonder nieuwe proeftijd tot de onmiddellijk hogere categorie toegelaten, zo op hun signalement de vermelding "goed" voorkomt en zo zij in aanmerking komen volgens de rangschikking bij het toela-

.../...

tingsexamen voor de hogere categorie, afgenomen door een andere in artikel 1 vermelde openbare instelling.

Agenten van de eerste categorie zijn degene, die ambten uitoefenen gelijk aan of hoger dan die van bestuurssecretaris.

Agenten van de tweede categorie zijn degene, die ambten uitoefenen gelijk aan of hoger dan die van opsteller.

Agenten van de derde categorie zijn degene, die ambten uitoefenen gelijk aan of hoger dan die van klerk, alsmede de typisten, de steno-typisten en de steno-typisten-secretaressen.

Agenten van de vierde categorie zijn degene, die ambten uitoefenen gelijk aan of hoger dan die van bode-deurwachter.

Artikel 12.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan personen met een hoge administratieve, wetenschappelijke of technische waarde geheel of gedeeltelijk van de in deze titel gestelde voorwaarden ontslaan.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg moet de raad van beheer van de openbare instelling raadplegen alvorens overeenkomstig dit artikel tot een benoeming over te gaar

Het benoemingsbesluit zal verwijzen naar de bepalingen van deze titel, waarvan wordt afgeweken.

Artikel 13.-

De toelatingsexamens worden door de raad van beheer ingericht. In vast verband mogen alleen worden benoemd de candidaten die :

a) voor de te begeven ambten de lichaamsgeschiktheid bezitten vereist van het Rijkspersoneel ;
b) in het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, het vereiste puntengetal bekomen hebben ;

.../...

c) met goed gevolg in de openbare instelling een proeftijd gedaan hebben.

Hoofdstuk II.- Vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

Artikel 14.-

Het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd wordt overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2 van deze titel afgenomen. Het bedrag van het inschrijvingsrecht voor dit examen wordt door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg vastgesteld.

Artikel 15.-

Het programma en de methoden van dat examen zijn dezelfde als die, welke bepaald zijn voor de toelating tot de proeftijd van het Rijkspersoneel.

Het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd is een maturiteitsexamen. Het heeft niet hoofdzakelijk tot doel de kennis van de candidaten te bepalen, doch, vooral wat de candidaten voor de ambten van de eerste categorie betreft, hun verstandelijke geschiktheid en hun geestesvorming te toetsen.

Dit examen omvat een schriftelijk gedeelte, een conversatieproef en ondervragingen.

De ondervragingen gaan over bepaalde vakken en haar waarde bij het berekenen van het algemeen beoordelingscijfer verandert naargelang het ambt waarvoor de aanwerving geschiedt, min of meer wetenschappelijk of technisch is.

Artikel16.-

De vergelijkende examens worden ingericht wanneer de be-

.../...

hoeften van de diensten het vereisen, en voor een bepaald getal betrekkingen. Het aantal te begeven betrekkingen, de datum de plaats en de voorwaarden van het vergelijkend examen worden door het Belgisch Staatsblad en op elke andere nuttig geoordeelde wijze ter kennis van het publiek gebracht.

Artikel 17.-

Na het vergelijkend examen kan een ieder, die er aan deelgenomen heeft, kennis nemen van de door hem bekomen uitslag.

Artikel 18.-

De omstandige uitslagen, behaald door de candidaten die volgens de rangschikking in aanmerking komen, worden in geval van vaste benoeming in het signalementsdossier opgenomen.

Artikel 19.-

De candidaten worden door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg tot de proeftijd toegelaten.

De belanghebbenden worden tot de proeftijd toegelaten, naar de volgorde door de rangschikking bij het examen vastgesteld, behalve wanneer er rekening dient gehouden met een persoonlijke aangelegenheid van de candidaat.

Artikel 20.-

Ingeval een plaats openvalt, tijdens het jaar dat op het jaar van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd volgt, zullen de candidaten, die volgens de rangschikking niet in aanmerking komen en niettemin het vereiste percentage bekomen hadden om toelaatbaar verklaard te kunnen worden, verzocht worden, naar de volgorde van de rangschikking, de proeftijd te doen.

.../...

Hoofdstuk III.- Proeftijd.

Artikel 21.-

De naar de rangschikking in aanmerking komende candidaten worden aan een proeftijd onderworpen. Deze proeftijd duurt zes maanden tot een jaar voor de agenten der eerste categorie; hij duurt drie maanden voor de agenten van de tweede, derde en vierde categorie. Aan de proeftijd kan, zonder opzegging, een einde worden gemaakt.

Artikel 22.-

De rechten en plichten van de tot de proeftijd toegelaten agenten, zijn dezelfde als die van de in vast verband benoemde agenten.

Hoofdstuk IV.- Benoeming in vast verband.

Artikel 23.-

Op het einde van de proeftijd beraadslaagt en beslist de raad van beheer over het verslag van de hiërarchische meerdere en stelt voor de belanghebbende in vaste dienst te nemen, ofwel stelt hij in een met redenen omkleed advies zijn afdanking voor. De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemt in vast verband of dankt af.

Afdeling 2.- Examencommissie.

Artikel 24.-

Om het even voor welke ambt de werving geschiedt, zijn de examencommissies samengesteld uit:

.../...

1° een voorzitter, met name de persoon die met het dagelijks bestuur van de openbare instelling belast is, of zijn gelastigde; hij is stemgerechtigd.

2° vier bijzitters, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemd op een door de raad van beheer voor elke zittingstijd voorgedragen dubbellijst;

3° twee bijzitters, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemd op een door de meest representatieve organisaties van het personeel voorgedragen dubbellijst. Zij leggen de eed af in handen van de voorzitter.

Artikel 25.-

De samenstelling van de examencommissies kan verschillen volgens de aard van elk examen.

Artikel 26.-

Bij de vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd zijn de in artikel 24, 2° bedoelde vier bijzitters:

a. voor de werving van de agenten der eerste categorie: een agent van de openbare instelling met ten minste rang van directeur; drie leraars van het hoger onderwijs;

b. voor de werving van de agenten der tweede categorie: een agent van de openbare instelling met ten minste rang van diensthoofd;
drie leraars van het middelbaar onderwijs van de hogere graad of van een middelbare normaalschool of van een hogere technische school;

c. voor de werving van de agenten van de derde en van de vierde categorie: een agent van de openbare instelling met ten minste rang van diensthoofd;
drie bestuurders van lagere scholen of drie leraars van het middelbaar onderwijs van de lagere graad of van het vak- of technisch onderwijs.

.../...

Artikel 27.-

Met uitzondering van artikel 11, 1°, 2°, 3° en 4°, zijn de bepalingen van deze titel niet van toepassing op de agenten, die voor niet langer dan een jaar aangeworven worden.

Een agent, die voor een bepaalde duur aangeworven wordt mag niet opnieuw voor een bepaalde duur worden aangeworven, zo de totale duur van zijn aanwerving een jaar te boven gaat.

TITEL III.- SYNDICALE COMMISSIE VAN ADVIES.

Afdeling 1.- Oprichting - Bevoegdheid - Procedure.

Artikel 28.-

In elke openbare instelling wordt een syndicale commissie van advies opgericht.

Met goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, zal zij deelnemen aan het beheer van de door de openbare instelling opgerichte sociale diensten tot bevordering van het welzijn van het personeel.

Zij is gelast al de maatregelen te onderzoeken, die de geest van samenwerking tussen de raad van beheer en het personeel kunnen bevorderen.

Zij dient de persoon, die met het dagelijks bestuur is belast, van advies over de aangelegenheden die verband houden met de verbetering van de organisatie, van de voorwaarden en van het rendement van de arbeid.

De ontwerpen van organieke reglementen genomen ter uitvoering van dit statuut en de ontwerpen tot wijziging van bedoelde reglementen worden aan het advies van de syndicale commissie van advies onderworpen.

.../...

Afdeling 2.- Samenstelling.

Artikel 29.-

De syndicale commissie van advies bestaat uit drie tot tien leden, die door de raad van beheer worden aangewezen, en uit een gelijk aantal leden die, naar verhouding van de stemmen welke zij bij de verkiezingen hebben bekomen, door de meest representatieve organisaties van het personeel worden aangewezen.

Een organiek reglement bepaalt de procedure der verkiezing.

De afgevaardigden van het personeel worden voor een duur van een jaar verkozen.

De leden van de commissie worden gekozen onder de agenten die in actieve dienst of die gepensionneerd zijn.

In elke openbare instelling wordt het getal leden vastgesteld op één per honderd van het personeel, met een minimum van zes en een maximum van twintig.

De raad van beheer en de meest representatieve organisaties van het personeel wijzen een gelijk getal plaatsvervangende leden aan.

Artikel 30.-

De syndicale commissie van advies wordt voorgezeten door de met het dagelijks bestuur belaste persoon of zijn plaatsvervanger. Hij leidt de besprekingen en handhaaft de orde in de vergaderingen. Hij is niet stemgerechtigd.

.../...

Afdeling 3.- Subcommissies.

Artikel 31.-

De syndicale commissie van advies kan subcommissies oprichten, waarin het bestuur en de meest representatieve organisaties van het personeel in gelijk getal vertegenwoordigd zijn. Ten minste één lid van de syndicale commissie van advies moet van elke subcommissie deel uitmaken.

De subcommissies zijn belast met het onderzoek van bijzondere kwesties of van kwesties die eigen zijn aan één of meer gewestelijke diensten. Zij brengen aan de syndicale commissie van advies verslag uit.

Artikel 32.-

Het voorzitterschap van de subcommissies wordt waargenomen door de afgevaardigde van de met het dagelijkse bestuur belaste persoon.

Artikel 33.-

Een organisatie, die in de syndicale commissie van advies vertegenwoordigd is, zal in de subcommissies waar zij niet vertegenwoordigd zou zijn een vertegenwoordiger met raadgevende stem kunnen afvaardigen.

In speciale gevallen, welke de subcommissie zal beoordelen, zal elke organisatie die met medebeslissende of raadgevende stem in de subcommissie vertegenwoordigd is, beroep kunnen doen op een adviseur zonder medebeslissende stem. De administratie kan evenveel adviseurs nemen als er, in totaal, adviseurs voor de organisaties zijn.

Artikel 34.-

Elke syndicale commissie van advies stelt, onder goedkeuring van de met het dagelijks bestuur belaste persoon,

.../...

haar huishoudelijk reglement vast.

Indien in de commissie geen akkoord wordt bereikt of indien geen goedkeuring wordt verleend stelt de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg het huishoudelijk reglement vast.

Artikel 35.-

De werkelijke en plaatsvervangende leden en de adviseurs kunnen de vergaderingen van de syndicale commissie van advies bijwonen, zonder daarom tegenprestaties te moeten verrichten. Het nodige verlof en de nodige faciliteiten worden hun verleend op overlegging van de oproepingsbrief van de secretaris van de syndicale commissie van advies of van de beroepsorganisatie, indien het gaat om een plaatsvervanger of een adviseur. Wanneer zij hun dienst hervatten, overhandigen de belanghebbenden aan hun hiërarchische meerdere een door de secretaris van de commissie ondertekend attest.

Artikel 36.-

De syndicale commissie van advies kan een onderzoek bevelen over een op de agenda gebrachte aangelegenheid. Zij belast hiermede een van haar leden. De overige werkelijke leden of hun plaatsvervangers mogen het onderzoek bijwonen.

Het verslag over het onderzoek wordt hun medegedeeld; zij kunnen er binnen vier en twintig uren hun op- en aanmerkingen aan toevoegen. De afgevaardigden zijn gehouden het geheim te bewaren over de feiten, welke het onderzoek aan het licht heeft gebracht.

Artikel 37.-

Wanneer zij opgeroepen worden om te zetelen, hebben de werkelijke en plaatsvervangende leden en de adviseurs recht op

.../...

de verplaatsingsvergoedingen, toegekend aan het personeel van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg.

TITEL IV.- DIRECTIECOMITE.

Artikel 38.-

In elke openbare instelling bestaat een directiecomité waarin verplichtend zitting hebben de persoon die met het dagelijks bestuur belast is, de directeurs en de adviseurs en eventueel de regeringscommissaris of, bij ontstentenis, een afgevaardigde van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Artikel 39.-

Benevens de door dit statuut aan het directiecomité met name toegekende bevoegdheid, heeft dit het hoge toezicht over de proeftijd, het signalement en de bevordering. Het wordt voorgezeten door de persoon die met het dagelijks bestuur is belast of, bij dezes ontstentenis, door een door hem aan te wijzen lid van het comité.

TITEL V.- CENTRAAL COMITE VAN ADVIES.

Artikel 40.-

Bij het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt een centraal comité van advies opgericht.

Het centraal comité van advies komt tussen beide in het bijleggen van de collectieve geschillen, waarin verscheidene van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangende openbare instellingen betrokken zijn. Het brengt advies uit over iedere wijziging aan dit statuut.

Artikel 41.-

Het centraal comité van advies bestaat uit:

.../...

a. de voorzitter, met name een door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen ambtenaar-generaal;

b. leden zijnde, enerzijds, de personen die met het dagelijks bestuur van de voornaamste openbare instellingen afhangende van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg zijn belast, en anderzijds, de vertegenwoordigers van de meest representatieve organisaties van het personeel, in verhouding tot de stemmen bij de laatste verkiezingen voor de syndicale commissies van advies bekomen.

c. de secretaris, met name een door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen ambtenaar.

d. plaatsvervangende leden, in gelijk getal als de werkelijke leden en op dezelfde wijze aangewezen; de met het dagelijks bestuur van de openbare instellingen belaste personen wijzen zelf hun plaatsvervangers aan.

De voorzitter en de secretaris zijn niet stemgerechtigd.

De adviezen van het centraal comité van advies worden aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg overgemaakt.

TITEL VI.- SIGNALEMENT.

Artikel 42.-

Ten aanzien van ieder vast benoemde agent, behorende tot de derde, de tweede en de eerste categorie, de graad van directeur niet inbegrepen is het signalement verplicht. Het heeft ten doel het directiecomité in te lichten omtrent de waarde en de geschiktheid, het rendement en de verdiensten van de agent.

Artikel 43.-

Ieder agent kan op elk ogenblik van zijn signalementsdossier kennis nemen.

.../...

Artikel 44.-

Het signalementsdossier bevat elk feitenrelaas of elke vaststelling, geschikt om als beoordelingsgrond te dienen.

Relaas en vaststellingen mogen evenwel slechts betrekking hebben op de ambtsuitoefening of op het privaat leven in betrekking tot het ambt. Zij moeten door de belanghebbende geviseerd worden alvorens in hun dossier te worden geplaatst.

Artikel 45.-

Het signalementsdossier wordt elk jaar en bovendien vóór elke bevordering tot een hogere graad of wedde onderzocht. Na dit onderzoek vult de onmiddellijke meerdere een signalementstaat in. De vorm van deze staat en de criteria waarnaar hij dient te worden opgemaakt zijn dezelfde als die, welke voor het Rijkspersoneel zijn bepaald.

Om de elementen van de signalementstaat uit te drukken, stelt de onmiddellijke hiërarchische meerdere een van volgende beoordelingscijfers voor:

20 - 19 en 18; 17 en 16; 15 en 14; 13 en 12; 11 en 10; 9 en 8; 7 en minder, welke onderscheidenlijk overeenstemmen met de vermeldingen: buitengewoon, zeer goed, goed, vrij goed, middelmatig, onvoldoende, slecht.

Artikel 46.-

De door de hiërarchische meerdere ingevulde signalementstaat moet door de hiërarchische meerderen van de belanghebbende geviseerd en kan door hen herzien worden.

Artikel 47.-

Het voorgesteld beoordelingscijfer wordt door de directeur toegekend.

.../...

Artikel 48.-

De voorstellen en de beslissingen om een beoordelingscijfer toe te kennen, worden de belanghebbende ter visering voorgelegd.

Artikel 49.-

Binnen tien dagen nadat hij van deze beslissing tot het toekennen van het beoordelingscijfer in kennis is gesteld, kan de agent herziening er van aanvragen aan de met het dagelijks bestuur belaste persoon. Deze persoon spreekt, na het directiecomité te hebben geraadpleegd, een met redenen omklede beslissing uit. Deze beslissing is definitief.

Artikel 50.-

De appellant moet door de met het dagelijks bestuur belaste persoon worden gehoord; hij kan zich doen bijstaan door een agent in actieve dienst, van de openbare instelling, een afgevaardigde van een beroepsvereniging of een advocaat.

TITEL VII.- BEZOLDIGING.

Artikel 51.-

De wedden worden bepaald volgens de weddenschalen die in de Rijksbesturen worden toegepast.

Zij veranderen volgens de coëfficient of het indexcijfer welke op de wedden van het Rijkspersoneel worden toegepast.

Artikel 52.-

Bij het toekennen van de weddeschalen wordt rekening gehouden met de aard van het werk, met de vereiste bekwaamheid, met de arbeidsduur en met de graad van verantwoordelijkheid.

Artikel 53.-

In alle gevallen zal de bevordering tot een hogere graad een verhoging van de bezoldiging van de bevorderde agent ten gevolge hebben.

Artikel 54.-

De artikelen 19 en 20 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, houdende het geldelijk statuut van het door het Rijk bezoldigd personeel, zijn niet van toepassing op de agenten die aan het tegenwoordig statuut zijn onderworpen.

Artikel 55.-

De wedde wordt verhoogd met de haard- en verblijfvergoedingen, alsmede met elke vergoeding waarop een lid van het Rijkspersoneel, recht heeft, na aftrek van de voordelen, die aan het Rijkspersoneel niet zijn toegekend.

.../...

TITEL VIII.- BEVORDERING.

Artikel 56.-

Er bestaan twee soorten van bevordering : de bevordering tot een hogere graad en de bevordering tot een hogere wedde. Zij worden door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verleend na advies van de raad van beheer.

Afdeling 1.- Bevordering tot een hogere graad.

Artikel 57.-

Door bevordering tot een hogere graad stijgt de belanghebbende in de hiërarchie. De bevordering kan slechts in geval van vacature en binnen de grenzen van elke categorie geschieden.

Artikel 58.-

De bevordering tot een hogere graad wordt aan de agenten, die eventueel in de krachtens artikel 60 ingerichte bijkomende examens zijn geslaagd, verleend naar de orde van hun waarde en geschiktheid zoals deze uit het signalement blijken. Bij gelijk signalement wordt de rangschikking voor de bevordering tot een hogere graad bepaald hetzij, in geval van bijkomende examens, volgens de door de agent in de bijkomende examens bekomen plaats hetzij, na gemotiveerd advies van het directiecomité, door de raad van beheer.

Artikel 59.-

Niemand kan tot een hogere graad bevorderd worden zo hij geen twee jaar dienst heeft in zijn graad. De afwijkingen

.../...

van het bepaalde in dit artikel mogen slechts verleend worden om tot de openstaande betrekkingen agenten te benomen van buitengewone waarde, die diensten hebben bewezen waarvan de belangrijkheid door de raad van beheer is vastgesteld.

Artikel 60.-

Bijkomende examens voor bevordering tot een hogere graad kunnen ingericht worden. De uitslagen der examens staan in het signalementsdossier vermeld.

Artikel 61.-

De openstaande betrekkingen worden bij voorkeur toegewezen aan de leden van het personeel van de openbare instelling. Bij ontstentenis van candidaten die voor het bekleden van bedoelde betrekkingen geschikt zijn erkend, doet de openbare instelling een beroep op de agenten der andere van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangende openbare instellingen.

Artikel 62.-

De voorstellen tot bevordering tot een hogere graad worden aan het personeel van de openbare instelling bekend gemaakt. Zijn bevorderingen behouden aan agenten van een ander openbare instelling, dan worden de voorstellen tot bevordering tot een hogere graad ter kennis gebracht van het personeel van al de van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangende openbare instellingen. Binnen tien dagen en vóór elke beslissing, kunnen de agenten van de betrokken openbare instelling bij het directiecomité hun aanspraak op bevordering doen gelden.

Afdeling 2.- Bevordering tot een hogere wedde.

Artikel 63.-

De bevordering tot een hogere wedde is afhankelijk

.../...

van de anciënniteit en van het signalement.

De weddeverhogingen worden verleend tot de achtereenvolgende bedragen en na de ancienniteitstermijnen gesteld door de bepalingen tot regeling van de weddeschalen.

Aan de agenten die de signalementcijfers 9 en 8 gekregen hebben, worden de weddeverhogingen met zes maanden vertraging verleend.

Aan de agenten die een signalementcijfer beneden 8 hebben gekregen, wordt geen weddeverhoging verleend.

Na achtereenvolgende toekenning van twee signalementcijfers beneden 8 wordt artikel 91 van het statuut toegepast.

Artikel 64.-

De weddeverhogingen in dezelfde graad worden verleend bij het verstrijken van het semester waarin de betrokkenen de reglementaire ancienniteit verkrijgen.

TITEL IX.- TUCHTREGELING.

Afdeling 1.- Tuchtstraffen.

Artikel 65.-

De tuchtstraffen zijn :

1° de terechtwijzing

2° de berisping

3° de blaam

4° de disciplinaire schorsing

5° de verlaging van wedde, gelijk aan een verhoging in de weddeschaal van de agent,

.../...

6° de terugzetting in rang

7° de afzetting.

Al de straffen, behalve 7°, worden door de onmiddellijke hiërarchische meerdere voorgesteld en door de met het dagelijks bestuur belaste persoon uitgesproken.

De afzetting wordt door de raad van beheer van de openbare instelling voorgesteld en door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg uitgesproken.

Artikel 66.-

Generlei straf wordt aan de bevoegde overheid voorgedragen dan nadat de belanghebbende vooraf is gehoord of geïnterpelleerd.

Artikel 67.-

De agent tegen wie een van de in artikel 65, 1°, 2° en 3° gestelde straffen wordt voorgedragen, kan onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 49 en 50 bij het directiecomité beroep aantekenen. Voor de andere straffen, kan de agent beroep aantekenen bij de kamer van beroep onder de in artikel 77 gestelde voorwaarden.

Artikel 68.-

Elke straf wordt in het signalementsdossier aangetekend. Doorhaling van die straf geschiedt in de gevallen en op de wijze als bepaald voor het Rijkspersoneel.

Artikel 69.-

De strafvorderingen schorsen de disciplinaire rechtspleging en uitspraak. De agent wordt ambtshalve, voor de duur der rechtspleging, voorlopig er door geschorst.

.../...

Welke ook de uitslag van deze vorderingen zij, de openbare instelling alleen oordeelt over de toepassing van de tuchtstraffen.

Afdeling 2.- Kamer van beroep.

Hoofdstuk 1.- Oprichting - Bevoegdheid.

Artikel 70.-

Voor al de openbare instellingen die van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg afhangen, wordt een kamer van beroep opgericht.

Artikel 71.-

De kamer van beroep telt twee afdelingen : een Nederlandse afdeling en een Franse afdeling.

De afdeling voor welke de agent verschijnt, wordt bepaald door de rol waarop hij is ingeschreven.

Artikel 72.-

De kamer van beroep heeft als opdracht, op hun aanvraag, de vast benoemde agenten te horen, ten laste van wie een andere tuchtstraf dan deze opgesomd in artikel 65, 1°, 2° en 3° is uitgesproken, en, vóór elke beslissing van de bevoegde overheid, haar met redenen omkleed advies omtrent bedoeld voorstel uit te brengen.

Artikel 73.-

De kamer van beroep bestaat uit :

a) een voorzitter, ambtenaar-generaal bij het Ministerie van

.../...

Arbeid en Sociale Voorzorg, aangewezen door de Minister ;

b) twaalf bijzitters voor elke afdeling, de helft gekozen door de voorzitter van de kamer van beroep op de voordracht van de openbare instellingen, en de andere helft, door de meest representatieve beroepsorganisaties van het personeel, naar verhouding van de stemmen verkregen bij de laatste verkiezingen voor de syndicale commissies van advies. Hun mandaat duurt drie jaar.

De bijzitters moeten behoren tot het personeel waarop dit statuut wordt toegepast;

c) een verslaggever voor elke afdeling door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen onder de ambtenaren van zijn departement;

d) een griffier voor elke afdeling, aangewezen door de Minister;

De verslaggever en de griffier zijn niet stemgerechtigd.

e) zoveel plaatsvervangende leden als er effectieve leden zijn, en op dezelfde manier aangewezen.

De bijzitters van één der afdelingen kunnen eveneens plaatsvervangende leden van de andere afdeling zijn.

Artikel 74.-

Wanneer, in een bepaalde zaak, een bijzitter geen hiërarchische rang heeft die ten minste gelijk is aan deze van de verzoeker, wordt hij vervangen door een plaatsvervangend lid met een passende rang.

Artikel 75.-

De verzoeker mag, enerzijds, twee der bijzitters die de openbare instellingen vertegenwoordigen en, anderzijds, twee der bijzitters die het personeel vertegenwoordigen, wraken.

Artikel 76.-

Wordt bovendien gewraakt, de bijzitter die, naar het advies van de voorzitter, als rechter en partij zou kunnen beschouwd worden.

.../...

Hoofdstuk II.- Procedure.

Artikel 77.-

Te rekenen van de dag waarop de agent in kennis is gesteld van de straf welke als besluit van het onderzoek te zijnen laste is voorgesteld, heeft hij tien dagen om beroep in te stellen.

Artikel 78.-

De zaak wordt bij de kamer van beroep aanhangig gemaakt door toedoen van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de openbare instelling waarvan verzoeker deel uitmaakt; deze persoon maakt het volledig dossier der zaak, evenals alle stukken betreffende het signalement van de agent aan de kamer van beroep over.

Artikel 79.-

Over een aanvraag kan door de kamer van beroep niet worden beraadslaagd, zo de onderzoekingen niet voleindigd zijn, zo de verzoeker niet in de gelegenheid werd gesteld zijn verweermiddelen te laten gelden en zo het dossier niet al de ter zake dienende gegevens bevat die deze kamer in staat kunnen stellen met volle kennis van zaken advies uit te brengen.

Artikel 80.-

Na onderzoek zendt de kamer van beroep het dossier aan de bevoegde overheid onder kennisgeving van haar met redene omkleed advies. Zij vermeldt met hoeveel stemmen, voor of tegen de uitslag bekomen werd. Zij kan bovendien bijkomende onderzoekingen aanbevelen, daarbij vragende dat daartoe twee in dienst zijnde bijzitters afgevaardigd worden, de ene door de voorzitter benoemd en de andere aangewezen door de meest representatieve organisaties van het personeel.

Artikel 81.-

Behalve bij wettige verhindering, verschijnt de appellant in persoon : hij mag een agent in actieve dienst, behorend tot een der in artikel 1 vermelde instellingen, een advocaat of een afgevaardigde van één der meest representatieve organisaties

.../...

van het personeel, naar eigen keuze, met zijn verdediging belasten.

Artikel 82.-

Zo de agent, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige verschoning niet verschijnt, beschouwt de kamer van beroep dat deze zaak haar onttrokken is en maakt het dossier aan de bevoegde overheid over.

Artikel 83.-

De persoon, belast met het dagelijks bestuur van de openbare instelling waartoe de agent behoort, geeft aan deze kennis van het advies van de kamer van beroep.

Artikel 84.-

Aan de verschijnende agent kan een reisvergoeding worden toegekend.

TITEL X.- VERLOF.

Artikel 85.-

Aan de agenten waarop dit statuut wordt toegepast wordt een jaarlijkse vacantie verleend waarvan de duur gelijk is aan die van het aan het Rijkspersoneel verleend verlof.

Artikel 86.-

De in de Rijksbesturen geldende bepalingen, waarbij gelegenheidsverlof of verlof wegens persoonlijke aangelegenheden kan verleend worden, zijn van toepassing op de agenten die aan het tegenwoordig statuut onderworpen zijn.

TITEL XI.- WIJZEN WAAROP HET AMBT ONDERBROKEN OF NEERGELEGD WORDT.

Afdeling 1.- Dienstschorsing.

Artikel 87.-

Als dienstschorsing, met behoud van het recht op bevordering worden beschouwd:

.../...

1° de wettelijke termijnen gedurende welke de belanghebbenden onder de wapens geroepen of teruggeroepen worden;

2° de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, mits zij niet meer bedraagt dan:

a. drie maanden voor de agenten met een diensttijd van minder dan tien jaar;

b. zes maanden voor de agenten met een diensttijd van meer dan tien en minder dan twintig jaar;

c. negen maanden voor de agenten met een diensttijd van meer dan twintig en minder dan dertig jaar;

d. twaalf maanden voor de bedienden met een diensttijd van meer dan dertig jaar.

3° de duur van opdrachten waartoe behoorlijk machtiging is verleend;

4° de preventieve schorsing welke niet in tuchtstraf is omgezet.

Artikel 88.-

De preventieve schorsing is een ordemaatregel welke door de persoon belast met het dagelijks bestuur van de openbare instelling wordt uitgesproken; kennis wordt er onmiddellijk van gegeven aan de raad van beheer en aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Zo de schorsing evenwel meer dan drie maanden duurt, moet de bevoegde overheid het advies van de raad van beheer inwinnen en staat tegen deze maatregel het beroep open dat tegen de toepassing van tuchtstraffen voorzien is.

Afdeling 2.- Definitieve ambtsneerlegging.

Artikel 89.-

Worden afgezet:

.../...

1° de agenten die niet regelmatig benoemd werden;

2° zij die niet meer voldoen aan de eisen gesteld in artikel 11, 1°, 3° en 4° van dit statuut;

3° zij die, na geoorloofde afwezigheid, zonder geldige reden binnen vier dagen hun dienst niet hervatten;

4° zij die, zonder geldige reden, hun post verlaten en gedurende meer dan vier achtereenvolgende dagen afwezig blijven;

5° zij die artikel 4, § 1 van dit statuut overtreden;

6° zij die enige andere zware fout begaan.

De afzetting wordt uigesproken door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Artikel 90.-

In geval van ambtsopheffing, worden uit hun ambt ontslagen, de agenten met het signalement "vrij goed", of met een minder signalement, met opzegging van twaalf maanden zo zij tot de eerste categorie behoren, met opzegging van zes maanden zo zij behoren tot de tweede, de derde of de vierde categorie.

Wanneer geen enkel agent het signalement "vrij goed" of een minder signalement heeft of wanneer al de agenten hetzelfde signalement hebben, beslist de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg welke agent moet worden ontslagen, met inachtneming van de werkelijke anciënniteit en de titels van de betrokken agenten.

.../...

Artikel 91.-

Geven eveneens aanleiding tot definitieve ambtsneerlegging :

1° het vrijwillig ontslag met opzegging van zes maanden voor de agenten van de eerste categorie en opzegging van drie maanden voor de agenten van de tweede, de derde en de vierde categorieën ;

2° de definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid, mits de in artikel 90 bepaalde opzeggingen te geven. Deze ongeschiktheid wordt vastgesteld door het toekennen van twee achtereenvolgende beoordelingscijfers beneden 8, en voor de agenten van de eerste categorie, door een aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg toegezonden verslag van de persoon, belast met het dagelijks bestuur. Deze maatregel kan evenwel eenmaal door een terugzetting in rang voorafgegaan worden. Deze terugzetting is geen tuchtstraf en is niet vatbaar voor beroep.

3° de op pensioenstelling.

Artikel 92.-

De opzegging vangt aan bij het verstrijken van de maand waarin zij werd gegeven.

Wanneer de opzegging wordt gegeven door de openbare instelling, mag de agent, tijdens de duur van de opzegging, tweemaal per week afwezig zijn, voor zover de totale duur van de twee afwezigheden geen werkdag overschrijdt.

Artikel 93.-

Het pensioenstelsel en dit van de terbeschikkingstelling der agenten waarop dit statuut toepasselijk is, zullen bij latere koninklijke besluiten worden geregeld.

.../...

TITEL XII.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 94.-

De personen belast met het dagelijks bestuur van de openbare instellingen zijn niet onderworpen aan dit statuut.

Artikel 95.-

De agenten die aangeworven werden vóór het in werking treden van dit statuut en weigeren tot dit statuut toe te treden, genieten tijdens de duur van de opzegging waarop zij recht hebben, verder de in hun contract bepaalde voordelen.

Deze opzegging wordt gegeven binnen de maand na het in werking treden van dit besluit.

Artikel 96.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

L.326/1

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président

De Heren : voorzitter van de Raad van State voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ assesseurs de la section de législation

G. DOR bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

M. SUETENS, président

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

de H. SUETENS, voorzitter

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,